

Le Catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France

N°103 - Octobre 2018

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

« France Chimie Île-de-France » : telle est notre nouvelle identité adoptée par l'AG le 13 septembre dernier, forte du nom retenu par notre Fédération, « France Chimie ».

Ce changement d'identité porté par nos 12 régions, s'inscrit dans une volonté résolue de valoriser la dynamique de la Chimie en France.

Dynamique par sa capacité d'innovation, dont les avancées apportent quantité de solutions aux enjeux de l'Humanité : réchauffement climatique, transition énergétique ...

Dynamique aussi par sa communauté scientifique dont l'excellence dépasse nos frontières. Cette communauté composée de femmes et d'hommes, enseignants, ou chercheurs qui contribuent à repousser les limites des possibles.

« L'année de la Chimie, de l'école à l'université », ouverte en cette rentrée, nous donnera de belles opportunités pour célébrer la Chimie dans toutes ses dimensions.

Nous aurons ainsi à l'initiative de « France Chimie Île-de-France » plusieurs RdV majeurs pour honorer « ses entrepreneurs engagés ».

Engagés pour la santé, la sécurité, l'environnement et la RSE. Ils seront distingués lors de la remise des Trophées « Chimie Responsable » le 13 novembre prochain.

Engagés aussi pour l'emploi des jeunes. Ils seront nombreux, avec les écoles, et les universités au Village de la Chimie des 15 et 16 février 2019 pour expliquer leur métier et présenter les perspectives de carrière, aux jeunes qui se presseront à la Cité des Sciences et de l'Industrie.

Engagés enfin à ouvrir leurs portes au public particulièrement dans la semaine du 6 au 14 octobre.

« France Chimie Île-de-France » répond à nos ambitions pour « une Chimie plus forte dans un nouvel élan ! ».

Daniel Weizmann
Président

LA CHIMIE : CAPTIVANTE ET INCONTOURNABLE !

Laurent Theret, Président Directeur Général de Coventya et administrateur de France Chimie Île-de-France

Nos métiers de la Chimie sont de façon certaine, englobés par une passion commune de tous ses acteurs et ils suscitent bien souvent des questions du grand public auxquelles nous tentons de répondre par différents vecteurs d'information et de communication.

Développer la promotion de notre filière industrielle, promouvoir les innovations et répondre aux défis de demain sont quelques-uns de nos enjeux.

L'impulsion donnée à découvrir nos métiers, à un peu mieux cerner le périmètre couvert par les acteurs de la chimie, les domaines d'activités dans lesquels nos entreprises évoluent est une démarche à laquelle nous sommes attachés, et une forme de réponse apportée aux attentes de formations de nos jeunes, et de nos entreprises.

France Chimie Île-de-France est fortement engagée dans de nombreuses actions d'information, d'animation, de communication qui ont pour but, tel Le Village de la Chimie et le beau succès qu'il remporte entre autres auprès des jeunes et ce depuis de nombreuses an-

nées, de faire découvrir les domaines couverts par la Chimie.

Cet engagement de France Chimie Île-de-France à communiquer autour de la Chimie sera étoffé par la semaine

« Portes Ouvertes » du 6 au 14 octobre prochain organisée dans la Profession.

Plus proche encore de la réalité, plus tangible et plus pédagogique, l'accès à nos sociétés l'espace de quelques heures favorisera encore la compréhension de nos métiers, passionnera les visiteurs, alimentera les pépinières des nouveaux talents de demain.

A ce titre, Coventya est partie prenante de ce type d'événement promotionnel de la profession et nous nous sommes inscrits dans cette démarche de découverte des entreprises.

Nous invitons donc jeunes et moins jeunes, enseignants et industriels ou autres à s'inscrire à notre journée Portes Ouvertes du 6 Octobre 2018, via le lien <https://goo.gl/2fV3EM>.

Nous nous ferons un plaisir d'accueillir les visiteurs, de présenter notre activité, nos installations, nos équipements et de répondre ainsi à une petite partie des spécificités de notre métier.

“
**Alimenter
les pépinières
de nouveaux
talents**
”

L'Appétence d'informations de nos jeunes pour le vocable lié au développement durable, sur ce que peut être l'innovation dans nos métiers, sur la démystification de certains aprioris sur la chimie, sur ce qu'est Reach et les contraintes ou opportunités qui en découlent, sur les formations existantes, les portes ouvertes et tous nos outils d'information contribueront à apporter quelques réponses.

La Chimie est captivante, la chimie est incontournable, les enjeux économiques et sociétaux de demain sont majeurs, il est de ce fait nécessaire de toujours mieux la faire connaître.

ACCIDENTS MAJEURS : LE BINÔME SAPEURS-POMPIERS / EXPLOITANT

Les pouvoirs publics s'appuient sur un dispositif de planification. Celui-ci a évolué au fil des décennies passant d'une planification d'ORGANISATION des SECOURS restreinte aux acteurs publics de l'urgence (sapeurs-pompiers, forces de l'ordre, ...) à un dispositif ORGANISATION de la Réponse de Sécurité Civile (ORSEC).

Ce dispositif permet d'intégrer l'ensemble des acteurs publics et privés concourant à la protection générale des populations.

ORGANISATION GÉNÉRALE

Le décret du 13 septembre 2005 encadre la réalisation du plan ORSEC comprenant un inventaire et une analyse des risques, un dispositif opérationnel et les modalités de préparation et d'entraînement des différents acteurs. Les plans ORSEC sont déclinés en 3 niveaux : départemental, zonal et maritime. Le plan ORSEC est l'outil de coordination des différents acteurs disposant de leur propre organisation de gestion d'un événement. Les plans d'opération interne (POI) et les plans particuliers d'intervention (PPI) contribuent entre autres à la gestion d'un événement d'origine technologique impactant une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

GESTION DE L'INTERFACE

Au-delà de l'organisation générale pour faire face à un accident majeur, la bonne gestion de l'interface entre les secours publics et les exploitants industriels constitue un facteur favorable à la lutte contre un sinistre et ses effets potentiels. Dans le cadre de la mise en œuvre d'un Plan d'Opération Interne (POI), la qualité de cette coopération se traduit notamment par :

- les échanges entre les sapeurs-pompiers et les exploitants lors de la création ou la mise à jour des POI afin de pouvoir « anticiper » les événements non voulus et élaborer des documents facilement appropriables par les acteurs au travers d'un langage commun et opérationnels pour faciliter leur utilisation en situation accidentelle,
- les exercices permettant de tester les différentes réponses opérationnelles prévues et de les faire évoluer le cas échéant.

Dans le cadre du déclenchement d'un POI, la complémentarité entre secours publics et les exploitants peut prendre différentes formes rappelées par la circulaire du 12 janvier 2011. Les responsabilités en matière de commandement de l'opération diffèrent selon que le POI nécessite l'intervention des secours publics ou non.

Dans le premier cas, le commandement des opérations de secours est assuré par un sapeur-pompier en collaboration étroite avec l'exploitant qui reste garant de la mise en sécurité de ses installations.

Dans le cas où lors du déclenchement du POI, le recours aux moyens publics n'est pas nécessaire, et si l'incident ne dépasse pas les limites de propriété du site, l'exploitant est seul responsable de la gestion de l'événement.

L'OFFICIER DE LIAISON

Dans cette dernière situation, la circulaire précitée introduit, sous certaines conditions, la possibilité d'accueillir au « PC Exploitant » un officier de liaison sapeur-pompier qui n'a pas vocation à contrôler les mesures prises, mais de retransmettre des informations au CODIS pour disposer d'une vue sur l'évolution du sinistre, et d'engager le cas échéant une demande d'intervention des sapeurs-pompiers. La montée en puissance d'un dispositif avec l'intervention des moyens publics sera alors facilitée. Il s'agit essentiellement d'une mission d'anticipation sur l'évolution et les conséquences prévisibles d'un sinistre au regard de l'analyse conjointe de la situation avec l'exploitant. La présence de l'officier de liaison ne désengage pas l'exploitant de ses obligations d'information en pareille situation.

Ainsi lors de la création des POI et pour faciliter la mise en place d'un dispositif de secours, une attention particulière sur les points suivants est indispensable :

- la précision de l'alerte de secours quelle que soit la période de fonctionnement de l'ICPE,
- les conditions d'accueil des secours et d'accessibilité au site,
- les conditions de mise à disposition des documents d'aide à la décision propres au site (état des stocks, plans du site, ressources diverses, ...).

Par ailleurs il est également indispensable d'intégrer la réflexion sur les modalités de retour à une situation acceptable.

Commandant Benoît FRADIN
Groupement de la prévention
Chef du service chargé des
risques industriels et de la DECI
Conseiller technique risque
chimique

REPÈRE

On compte en France 246 800 Sapeurs-Pompiers, répartis sur 6 528 centres d'incendie et de secours.

En 2016, ils ont effectué 4 542 400 interventions, dont une partie sur sites industriels. Les origines de ces interventions sont multiples : incendies ou explosions, accidents ou malaises sur le lieu de travail, risques industriels ...

Incendies et explosions

En 2016 en France, les feux d'entrepôts et de sites industriels étaient en hausse de 5% par rapport à 2015. Les Sapeurs-Pompiers sont en effet intervenus 5765 fois à ce sujet.

Parmi ces incendies, le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) a recensé, 19 feux et explosions de silos, 16 événements de départs de feu et incendies liés aux déchets verts, 24 feux ou explosions d'origine électrique, et 13 accidents liés aux travaux par points chauds.

Ces feux d'entrepôts et de sites industriels auront causé au total 3 décès et 18 hospitalisations.

On estime par ailleurs, d'un point de vue économique, qu'une entreprise sur trois ne se relèvera pas après un incendie.

Secours d'urgence aux personnes

Toujours en 2016, les Sapeurs-Pompiers sont intervenus sur 76 846 accidents sur les lieux de travail, en baisse de 3% par rapport à 2015, et sur 82 875 malaises ou maladies sur les lieux de travail, en hausse de 14% par rapport à l'année précédente.

Source : Edition 2017 des statistiques des services d'incendie et de secours publiés par la DGSCGC

TROPHEES CHIMIE RESPONSABLE 2018 : « DES INITIATIVES INGENIEUSES ET PRAGMATIQUES »

Parmi les missions principales de la Direccte figurent le soutien au développement et à la compétitivité des entreprises, l'application du droit du travail ainsi que la promotion du dialogue social.

Elles s'accordent avec les principes développés dans la charte du « Responsable Care® » notamment en ce qui concerne la protection des personnes et de l'environnement ainsi que la gestion sûre des produits chimiques.

« TRAVAILLER ENSEMBLE POUR INNOVER »

En tant que membre du jury des trophées « Chimie Responsable » 2018 j'ai d'une part pris connaissance d'une grande diversité d'initiatives, plus ou moins complexes à financer, plus ou moins coûteuses mais toujours ingénieuses et pragmatiques.

Elles montrent la capacité de l'entreprise à développer ses ambitions ou à trouver des

solutions à ses problèmes en prenant en compte et en associant toutes ses composantes notamment les salariés et les représentants du personnel.

Les projets présentés sont souvent nés de dialogues et débats constructifs au sein des entreprises. Mieux que de grands discours ils montrent que la capacité à travailler ensemble est essentielle pour innover, progresser et donner du sens au travail et à l'investissement des collaborateurs.

« LES ACTIONS PRÉSENTÉES, DES MODÈLES ! »

D'autre part j'ai pu croiser le regard de la Direccte avec celui d'autres participants venus d'horizons variés et de cultures

différentes. Au-delà des spécificités générées par nos appartenances et expériences respectives qui modèlent les points de vue, j'ai apprécié le grand nombre de points de convergence entre les membres du jury une fois les discussions engagées. J'ai été sensible aux arguments relevant la pertinence des actions présentées au regard des enjeux de durabilité environnementale, de responsabilité sociale, de confiance et d'autonomie données aux équipes de travail.

J'ai pu mesurer par ailleurs le caractère pédagogique de ces trophées. Les actions présentées sont des modèles qui peuvent inspirer d'autres entreprises et qui montrent l'intérêt d'investir dans le capital humain, le dialogue social, l'environnement et les relations avec les parties prenantes de l'écosystème de l'entreprise.

Patricia BOILLAUD
Directrice
DIRECCTE des Hauts-de-Seine

REMERCIEMENTS AUX MEMBRES DU JURY

Le jury des Trophées « Chimie Responsable » 2018 s'est réuni le 19 juin pour apprécier les réalisations les plus exemplaires des entreprises de la Chimie Île de France et du Centre Val de Loire. Nous tenons à remercier chaleureusement ses membres :

David Ascher - ACTU ENVIRONNEMENT
Eric Bouchet - ARKEMA
Patricia Boillaud - DIRECCTE Hauts-de-Seine
Célia Martin - DIRECCTE Centre-Val de Loire
Christine Boust - CARSAT Centre-Val de Loire
Cédric Herment - DRIEE Île-de-France
Benjamin Kalifa - AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE
Anthony Martinez - EALICO
Dinhill on - INFO CHIMIE MAGAZINE
Franck Pottier - CRAMIF
Hakim Taleb - AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE
Elodie Touret - EDITIONS LEGISLATIVES

SOCIAL

Le Comité Social et Economique (CSE), créé par l'ordonnance du 22 septembre 2017, a vocation à remplacer, d'ici au 1er janvier 2020, les anciennes institutions représentatives du personnel.

La mise en place de cette nouvelle instance pose la question de ses attributions dans les sites classés « SEVESO seuil haut » où jusqu'alors le CHSCT bénéficiait de compétences spécifiques.

DES MOYENS RENFORCÉS

Au sein de tels sites, le CSE doit être consulté notamment sur la demande d'autorisation environnementale, la liste des postes de travail liés à la sécurité, le plan d'opération interne en cas de sinistre, la formation dispensée aux intervenants extérieurs et avant toute décision de recours à la sous-traitance pour une activité pouvant présenter des risques particuliers.

Le comité est, par ailleurs, informé des prescriptions imposées par les autorités publiques, des visites de l'autorité de police des installations (cette dernière est invitée aux réunions) et à la suite de tout incident pouvant entraîner des conséquences graves. Il procède, le cas échéant, à l'analyse de l'incident et propose toute mesure de prévention.

Le CSE bénéficie en outre de moyens renforcés : « à défaut d'accord », les heures de délégation sont majorées de 30 % et le nombre de représentants doit être augmenté par accord collectif.

Le CSE peut faire appel à un expert en risques technologiques et les représentants du personnel bénéficient d'une formation adaptée aux risques appréciés par rapport à l'activité de l'entreprise.

Enfin, une Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) doit être constituée. Celle-ci, présidée par l'employeur ou son représentant, est composée d'au moins 3 membres issus du CSE.

UNE COMMISSION AD HOC

La CSSCT reçoit, par délégation du CSE, tout ou partie de ses attributions relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail à l'exception du recours à un expert et des attributions consultatives du comité.

Lorsque le CSE se réunit pour contribuer à la définition de règles communes de sécurité et de prévention en cas d'intervention, notamment d'une entreprise extérieure (art. L4522-1 C.T.), il s'appuie sur les travaux de la CSSCT élargie à une représentation des chefs d'entreprises extérieures et de leurs salariés.

Cette représentation est déterminée en fonction de la durée, de la nature de leur intervention, des risques liés et de leur effectif intervenant dans l'établissement.

Les salariés des entreprises extérieures sont alors désignés par le CSE de leur établissement ou à défaut par les membres de l'équipe appelés à intervenir sur le site d'accueil. Ces représentants (au plus 3 par entreprise) disposent d'une voix consultative, sont tenus à une obligation de discrétion, sont protégés et bénéficient de la formation spécifique aux risques.

Cette « CSSCT élargie » se réunit au moins une fois par an, et lorsque se produit un accident de travail dont la victime est une personne extérieure.

Contact : ar.miguet@chimie-idf.fr

LA CHIMIE : UNE PLACE ESSENTIELLE DANS LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS !



Quand la chimie contribue à rapprocher l'école et l'entreprise ...

Le ministère de l'éducation nationale, avec celui de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, a déclaré l'année scolaire 2018-2019 « *Année de la chimie, de l'école à l'Université* ».

« L'ANNÉE DE LA CHIMIE ... »

Pareille année doit permettre à la chimie de rayonner auprès d'un large public.

De nombreux établissements universitaires et scolaires, à tous niveaux, organiseront des activités relatives à la chimie, son histoire, ses apports aux autres disciplines.

Le CNRS ouvrira ses laboratoires aux professeurs de physique-chimie ; des musées et lieux de culture scientifique incluront la chimie dans leur programmation.

Et surtout, les entreprises de la chimie, sous l'impulsion de France Chimie, sont très impliquées dans cette « *année de la chimie* » et, en particulier,

- 2019, déclarée par l'UNESCO *Année internationale de la classification périodique des éléments*.
- L'IUPAC, *centenaire en 2019*, tiendra son 47^{ème} Congrès mondial de chimie du 7 au 12 juillet à Paris.
- Paris accueillera du 21 au 30 juillet 2019 la 51^{ème} édition des *Olympiades internationales de chimie*, compétition rassemblant 80 délégations de quatre jeunes de niveau terminale, pour deux épreuves individuelles de 5 heures. La France vient d'y remporter en 2018 quatre médailles (Or, argent, 2 bronze).

ouvrent leurs portes dans toute la France du 6 au 14 octobre 2018, aux scolaires et au grand public.

... UNE CHIMIE « VIVANTE, FIÈRE ET UTILE ! »

Pour ce qui concerne France Chimie Île de France, la cérémonie de remise des « *Trophées Chimie Responsable* », prévue le 13 novembre 2018, sera ouverte aux inspecteurs et professeurs d'Île-de-France sur invitation.

De plus, France Chimie Île de France soutient un projet de création autour de l'œuvre de Lavoisier, en partenariat avec le Musée des Arts et Métiers, les écoles d'art appliqué de Paris et le rectorat de Paris.

Les objets artistiques créés par les élèves engagés seront librement inspirés de pièces de la collection « *Lavoisier* » du MAM et évoqueront le domaine de la chimie.

Certains pourront être sélectionnés et exposés au musée, et l'un d'eux sera reproduit pour être offert aux participants aux Olympiades internationales.

Enfin, le Village de la Chimie, des sciences de la nature et de la vie (15-16 février 2019, Cité des sciences et de l'industrie) fait aussi partie des éléments présentés dans le guide national édité par le ministère de l'éducation nationale.

Cette année sera l'occasion de montrer à quel point la chimie tient une place essentielle dans le développement scientifique, technologique, numérique et industriel de notre pays, mais aussi dans la protection de l'environnement et au service de l'avenir de notre planète.

Que cette année scolaire puisse mettre en valeur la chimie française, vivante, fière et utile, et tous ses acteurs !

Anne Szymczak
*Inspectrice générale
de l'éducation nationale*

BRÈVES

UN RENDEZ-VOUS MAJEUR !

Le Département Social et Relations Humaines de France Chimie Île-de-France a le plaisir de vous inviter le lundi 15 octobre à la prochaine Réunion d'Information Sociale consacrée à l'importante réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage en présence exceptionnelle d'Alain Druelles, en charge de la mise en œuvre de la réforme au sein de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), et de l'OPCA DEFI.

Inscription : s.yafi@chimie-idf.fr

CCNIC & DUREE DU TRAVAIL

Le Département Social et Relations Humaines de France Chimie Île-de-France animera à l'intention des entreprises de la Profession son séminaire consacré à « la Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques ».

• le 6 novembre à Lille.

Il animera également son traditionnel séminaire « la CCNIC : ses spécificités » :

• le 11 octobre à Strasbourg.

• le 20 novembre à Nantes.

Les présents stages intègrent les dispositions de ordonnances « *Macron* », ses décrets d'application et la Loi de ratification !

**Informations et inscription :
inscription@afic.org**

TROPHÉE « CHIMIE RESPONSABLE » 2018

France Chimie Île-de-France vous invite à la cérémonie des trophées « *Chimie Responsable* », qui aura lieu le 13 novembre 2018 à partir de 15h, à la Préfecture des Hauts-de-Seine, sous la présidence du Préfet Pierre Soubelet.

Ces trophées récompensent les réalisations les plus exemplaires des entreprises de la Chimie en Île-de-France et Centre-Val de Loire, dans les domaines de la Santé, la Sécurité, l'Environnement, l'Energie, et la RSE.

**Inscription :
m.timsit@chimie-idf.fr**

« JOURNÉE SÉCURITÉ 2018 »

Le département SSE organise la « *Journée Sécurité 2018* » le 5 décembre, sur le thème « *La sécurité industrielle, un enjeu prioritaire* ». A cette occasion, nous aborderons notamment les dernières modifications de la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE.

Contact : m.timsit@chimie-idf.fr

AGENDA SSE

Le département SSE de France Chimie Île-de-France vous propose les formations suivantes :

- « *FDS étendues* », le 9 octobre ;
- « *Responsable Sécurité : Maîtrisez la réglementation et utilisez les bons outils d'animation de la sécurité* », les 6 et 7 novembre ;
- « *Classement des mélanges selon CLP* », le 27 novembre.

**Informations et inscription :
m.timsit@chimie-idf.fr**

« *Le Catalyseur* », lettre d'information de France Chimie Île-de-France, Le Diamant A - 92909 Paris la Défense Cedex - Site : www.chimie-idf.fr - Directeur de la publication : Gilles le Maire 01 46 53 11 83
Rédactrice en chef : Tiphaine Lecoer 01 46 53 11 84 - Maquette, réalisation et routage : queltalent.com